I. La présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne dans le contexte actuel

A compter du 1er juillet 2016, la Slovaquie assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne (SK PRES) pour une période de six mois. Elle aura pour tâche de gérer au quotidien l'une des trois principales institutions de l'Union européenne, le Conseil, qui représente les 28 Etats membres. Sur le terrain, cela comprend l'élaboration de la législation européenne à tous les niveaux, tant au niveau opérationnel qu'au niveau ministériel, ainsi que les négociations avec les autres institutions de l'UE, la Commission européenne (CE) et le Parlement européen (PE) en particulier.

Cette présidence sera la 116e présidence du Conseil de l'Union européenne. Pour cette première présidence exercée par la Slovaquie, il s'agira d'une situation sans précédent, de l'aboutissement des préparations en termes d'organisation, de gestion et de contenu. Le présent matériel reprend brièvement les domaines dans lesquels la Slovaquie prévoit de s'engager activement et qui seront inclus dans le programme des priorités. Ce dernier sera approuvé par le gouvernement en juin 2016.

La République slovaque (SK) présidera le Conseil au moment où l'Union européenne doit faire face à plusieurs défis tels que la migration, le terrorisme, les foyers de tension dans son voisinage, la crise de la zone euro encore palpable ou encore le référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union. Toutes ces épreuves font souvent apparaître de nouvelles lignes de division à l'intérieur de l'UE ou encore remettent en question de différentes réussites telles que la monnaie européenne unique ou l'espace Schengen. En outre, il est à préciser que l'ambiance actuelle favorise la montée des attitudes politiques radicales.

A la tête du Conseil de l'UE, nous assurerons de manière constructive le rôle de médiateur qui œuvre en faveur de toute l'UE. Bien qu'il ne soit pas toujours facile de coopérer et d'aboutir à des compromis, nous souhaiterions relever ces défis afin de garantir la cohésion de l'UE, d'approfondir ses principes fondamentaux de même que des projets réussis ayant un impact positif sur la vie quotidienne. Ces enjeux s'avèrent primordiaux pour maintenir la prospérité et la protection de tous les Etats membres. Le Royaume-Uni demeurant dans le giron de l'UE. Schengen solide non seulement de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. Le flux des migrants règlementé. La zone euro qui fonctionne avec un dispositif anti-crise efficace.

De même, nous travaillerons sur les objectifs communs à long terme définis suite à un accord commun dans le document le *Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement* adopté en juin 2014 présentant cinq grandes priorités. Ce document constitue également un cadre fondamental pour la présidence slovaque. Il comprend des initiatives telles que le marché unique numérique, l'Union de l'énergie, l'Union des marchés des capitaux, présentant des bénéfices réels pour l'économie européenne et les citoyens. L'accent sera mis aussi sur l'importance de l'approfondissement et de l'élargissement de la collaboration au sein de l'Union qui non seulement fonctionne mais apporte aussi des résultats positifs. Nous allons plaider activement en faveur d'un lien transatlantique fort et de la communication avec les partenaires stratégiques de l'UE.

Douze ans après son adhésion à l'Union européenne, qui a positivement influencé le développement du pays, la Slovaquie prendra la présidence du Conseil de l'UE. Il s'agira d'une opportunité unique de contribuer plus que jamais au fonctionnement de l'UE, d'une opportunité de lui rendre des choses et d'assumer une plus grande responsabilité pour sa

direction. Par ailleurs, il s'agira aussi d'une occasion unique qui pourra contribuer au succès de la Slovaquie en tant que pays membre de l'UE.

II. Axes d'action stratégiques

Introduction

Le cadre fondamental de la Présidence slovaque est structuré autour de cinq priorités définies dans le *Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement* adopté par les chefs d'Etat et les premiers ministres des pays membres de l'UE lors d'une réunion du Conseil européen en juin 2014. Le cadre stratégique met l'accent sur les priorités à long terme, les priorités qui demeurent actuelles, et qui devraient apporter de nouvelles perspectives pour les citoyens de l'UE :

1. **Une Union de l'emploi, de la croissance et de la compétitivité**
2. **Une Union de nouvelles perspectives pour les citoyens**
3. **Une Union de l'énergie dotée d'une politique en faveur du climat tournée vers l'avenir**
4. **Une Union de la liberté, de la sécurité et de la justice**
5. **L'Union, un acteur mondial de premier plan**

Cette partie du matériel a pour but de présenter **le point de vue de la SK PRES** sur ces cinq priorités. Par ailleurs, le présent document **servira de référence en vue de définir les priorités du programme de 6 mois de la présidence slovaque du Conseil**. Le programme de la présidence slovaque sera adopté en juin 2016 et il reflètera également le développement des mois précédant sa publication. Ce document constituera un programme de priorités de toute l'Union que nous nous attacherons à promouvoir.

1. Une Union de l'emploi, de la croissance et de la compétitivité

Bien que l'économie européenne soit en phase de reprise modérée, nous avons plus que jamais besoin d'exploiter pleinement le potentiel du marché intérieur de l'UE. En le faisant, il ne faut pas perdre de vue les citoyens de l'UE et leurs besoins. Au cours des dernières années, la crise a eu pour conséquence la diminution du nombre d'emplois et d'investissements. Il est important d'inverser cette tendance. Les mesures permettant une utilisation efficace du budget de l'UE (y compris les fonds structurels et d'investissement européens qui représentent un principal outil dont l'UE dispose en matière d'investissement) peuvent jouer un rôle important pour y parvenir. En vue de garantir la stabilité de l'Union à long terme, il est inévitable de poursuivre l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) qui doit préserver l'intégrité du marché unique.

Le marché unique de l'UE a apporté de grands avantages et de nouvelles possibilités. Grâce à cet espace sans frontières intérieures, les personnes, les biens, les services et les capitaux peuvent circuler librement. En vue d'exploiter pleinement son potentiel, le marché unique doit s'adapter à la réalité du monde pour créer de meilleures conditions qui seraient favorables à la croissance et à l'emploi. Ainsi, la SK PRES se concentrera-t-elle sur des mesures visant à exploiter le potentiel du **marché unique** afin de proposer aux consommateurs de meilleurs services à des prix plus bas et de contribuer à la croissance des entreprises. Malgré une

contribution indéniable du marché unique, la compétitivité des économies européennes subit également une pression du marché mondial. Suite aux propositions législatives et non législatives de la CE, la SK PRES, dans le cadre des instances préparatoires du Conseil de l'UE, mènera des négociations orientées vers la compétitivité des secteurs économiques exposés à la mondialisation dont par exemple la sidérurgie ou d'autres industries à haute intensité énergétique.

La numérisation a eu un impact considérable sur la qualité de nos vies. Par conséquent, suite à de différents changements qu'elle a entraînés, l'adaptation du marché unique de l'UE s'avère nécessaire. Un marché unique numérique est en train d'être créé. Il permettra aux particuliers et aux entreprises une utilisation plus simple des services fournis par voie électronique et un exercice des activités en ligne conformément aux règles de la concurrence loyale tout en assurant un niveau élevé de protection des consommateurs, quels que soient leur nationalité et leur lieu de résidence. Le 6 mai 2015 la Commission européenne a publié la ***Stratégie pour un marché unique numérique en Europe.*** Cette stratégie répond aux besoins d'une nouvelle ère de numérisation et sert de référence pour toutes les démarches que l'UE entreprend dans ce domaine. **Le marché unique numérique** confère une légitimité à une économie en ligne, considérée comme un nouveau secteur d'économie à part entière, et aux données, source de croissance innovante, dont le potentiel dépasse les sources traditionnelles de croissance. Grâce à ce marché, les gens pourront passer librement les frontières dans un espace en ligne, exactement comme dans la réalité. La Slovaquie se veut active en ce qui concerne la mise en œuvre du marché unique numérique. Pendant la présidence slovaque, une attention particulière sera accordée au développement de l'économie numérique et à la suppression d'obstacles auxquels elle doit faire face ; à la poursuite des travaux menés portant sur la numérisation des services publics ; aux réformes du cadre régissant les communications électroniques ; à l'utilisation plus efficace des données, de même qu'à l'amélioration du cadre législatif concernant la politique audiovisuelle, les droits d'auteur et les contrats dans l'environnement numérique.

A plus long terme, le manque d'investissement peut entraîner la diminution de la compétitivité de l'économie européenne et freiner son potentiel de croissance. Pour faire face à cette situation le ***Plan d'investissement pour l'Europe*** a été mis en place de même que le ***Fonds européen pour les investissements stratégiques*** (EFSI) qui constitue la clé de voûte de ce plan. L'EFSI a pour objectif de mobiliser des investissements supplémentaires d'environ 315 milliards d'euros dans des domaines tels que les infrastructures stratégiques, l'innovation et l'éducation et se concentre également sur le soutien des petites et moyennes entreprises. La SK PRES mettra également l'accent sur la réalisation des objectifs et l'élargissement du fonctionnement de l'EFSI, tout particulièrement dans le cadre de l'approfondissement de l'UEM, prenant en compte l'impact de stabilité macro-économique du plan d'investissement.

Le budget de l'UE et les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) restent les principaux outils d'investissement de l'UE. A l'heure actuelle, la politique de cohésion de l'UE est axée sur la performance et les résultats, conformément aux principes de la gouvernance économique de l'UE. Les Fonds ESI contribuent à la cohésion économique et sociale et permettent à certains pays de rattraper les économies européennes plus avancées. Par ailleurs, ils favorisent aussi la réalisation des reformes structurelles des pays membres de l'UE et grâce à ces fonds l'Europe peut retrouver la prospérité durable ainsi que mieux exploiter le potentiel du marché unique. Avec la baisse des investissements nationaux et régionaux, la mise en place des programmes des Fonds ESI s'avère essentielle. Les objectifs de la politique de cohésion de l'UE étant plus pertinents suite à la crise, la SK PRES se

concentrera sur l'importance de la politique de cohésion tout en prenant en compte la dernière réforme. En outre, la SK PRES poursuivra le travail sur l'agenda urbain de l'UE faisant ainsi suite au Pacte d'Amsterdam. Les conclusions devraient être formalisées par le Conseil des Affaires générales en juin 2016.

Un projet de **réexamen à mi-parcours du Cadre financier pluriannuel 2014-2020** (CPF) devrait être présenté pendant la SK PRES. Ce réexamen visera à examiner si les ressources du budget de l'UE sont suffisantes, si elles ont été allouées au financement des programmes prioritaires sélectionnés et s'il est nécessaire de réévaluer les priorités pour les années restantes. La SK PRES mènera une discussion sur la proposition du réexamen du CPF en vue de parvenir à un accord ou de conclure le réexamen du CPF.

La crise économique a montré à quel point il est nécessaire d'avoir des outils et des mesures permettant de répondre aux chocs financiers et économiques, à la fois intérieurs et extérieurs, pour parvenir à une stabilité financière et économique. La SK PRES souligne ainsi la nécessité de l'achèvement de l'architecture de l'**UEM**, qui sera non seulement une union monétaire, mais aussi une union de stabilité budgétaire avec des mécanismes de stabilisation macroéconomiques, et qui respectera l'intégrité du marché unique. La SK PRES jouera un rôle important dans le renforcement de l'union bancaire et portera une attention particulière sur l'**Union des marchés des capitaux** qui constitue un volet important non seulement du Plan d'investissement pour l'Europe mais aussi de l'UEM.

La lutte contre la fraude fiscale doit être également mise au cœur de l'agenda, et ce même si l'Europe a déjà enregistré quelques succès dans ce domaine. Compte tenu d'un grand effort de consolidation dans les pays membres de l'UE, il est nécessaire d'assurer une exécution équitable des budgets publics par l'intermédiaire des recettes fiscales. La SK PRES, poursuivra également les discussions portant sur le plan d'action en faveur d'un régime définitif de TVA équitable et efficace, à l'épreuve de la fraude et adapté aux besoins du marché unique. La présentation des principes fondamentaux de l'avenir de la TVA, en tant que système commun robuste protégeant les recettes fiscales des pays membres, constitue un des objectifs de ce plan d'action. La SK PRES engagera un débat sur le Plan d'action dans le cadre duquel elle s'efforcera d'atteindre une position commune du Conseil "Affaires économiques et financières" (ECOFIN). La SK PRES prévoit de poursuivre le travail des autres présidences relatif à ce domaine avant tout en ce qui concerne les propositions législatives et non législatives présentées par la Commission européenne, et pour lesquelles nous rechercherons activement une position commune du Conseil ECOFIN.

Les start-up, jeunes entreprises innovantes, et **les petites et moyennes entreprises** (PME) constituent un volet important pour la croissance et la création d'emplois au sein de l'UE. Les PME étant des acteurs principaux de la création d'emploi en Europe, ils se heurtent cependant à de nombreux obstacles qui les empêchent de fonctionner pleinement et de générer de nouveaux emplois. C'est aussi la raison pour laquelle, pendant la SK PRES nous nous concentreront aussi sur l'amélioration et l'efficacité de l'environnement des PME.

2. Une Union de nouvelles perspectives pour les citoyens

L'Europe doit protéger les intérêts de ses citoyens. Malgré une certaine relance de l'économie, les citoyens de l'UE restent confrontés à un taux de chômage élevé (surtout en ce qui concerne les chômeurs de longue durée et le chômage des jeunes) et à une augmentation des inégalités sociales. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de

protection sociale qui assureront une protection adéquate des citoyens de l'UE tout en contribuant de manière effective à leur insertion sur le marché du travail. Compte tenu de l'évolution démographique actuelle en Europe, une réponse concertée en matière de sécurité sociale de tous Etats membres s'avère nécessaire.

Les jeunes jouent un rôle clé dans l'avenir de l'Europe plus prospère et plus dynamique. Leurs talents et leur créativité contribuent à la croissance. Or, la crise, qui a affaibli l'UE, a eu un impact considérable sur les jeunes. Par ailleurs, le chômage de longue durée est un problème socio-économique important, qui réduit les chances de retour à l'emploi. A cet égard, la présidence slovaque déploiera ses efforts pour soutenir le développement des compétences, qui fait partie de l'investissement continu dans le capital humain ; la mobilité des travailleurs et la protection des droits de tous les citoyens de l'UE de se déplacer librement, de résider et de travailler dans l'UE. En prenant en compte les nouveaux défis liés à l'évolution démographique, la migration et la numérisation, la SK PRES œuvrera pour créer les conditions qui permettront l'amélioration de l'emploi et du travail décent.

Le capital humain est un élément fondamental pour une économie prospère et compétitive et pour la société civile et démocratique. **L'éducation** et son interconnexion avec le marché du travail contribuent à faire baisser le taux de chômage à long terme. L'initiative européenne intitulée ***Agenda pour des compétences nouvelles pour l'Europe*** se met pour objectif de relier l'éducation avec les besoins du marché du travail, en soutenant le développement des compétences, la transparence, la formation professionnelle et la modernisation de l'enseignement supérieur. La proposition de la CE est prévue pour mai 2016. La présidence slovaque œuvrera pour dégager un consensus entre les États membres, en particulier dans le domaine de la reconnaissance mutuelle des qualifications et de la documentation globale des connaissances, des aptitudes et des compétences.

La présidence slovaque s'engagera à veiller à ce que **la protection sociale et la sécurité sociale** fonctionnent de façon efficace et juste. Les actions clés porteront sur **la mobilité des travailleurs dans l'UE** ainsi que sur l'achèvement de la mise sur pied du marché unique pour la libre prestation de services et la libre circulation des travailleurs. Le paquet sur la mobilité des travailleurs dans l'UE, dont la publication est prévue pour cette année, servira de référence. La présidence slovaque favorisera une approche équilibrée, qui permettra d'éviter les fraudes aux prestations sociales, et veillera à la protection sociale et à liberté de mouvement des travailleurs. Parmi les préoccupations principales figureront la conciliation de la vie familiale avec la vie professionnelle dans une société subissant des changements, la problématique des femmes, la pauvreté et l'inclusion sociale, avec l'accent particulier sur l'intégration de la communauté Rom.

3. Une Union de l'énergie dotée d'une politique en faveur du climat tournée vers l'avenir

L'insuffisance des ressources naturelles, l'un des principaux défis auxquels l'UE fait actuellement face, provoque une forte dépendance de l'UE à l'égard des importations d'énergie primaire (avec 53 % d'énergie importée, l'EU se retrouve parmi les plus grands importateurs d'énergie au monde) et un coût extrêmement élevé de l'énergie provenant des pays tiers (400 milliard d'euros par an). Cette situation suscite des préoccupations en termes de sécurité d'approvisionnement en énergie et influence de façon négative le changement climatique. Compte tenu de ce contexte, l'UE a lancé un projet de création de l'Union de l'énergie, qui vise à garantir l'accès à une énergie abordable, sûre et durable. Conformément

aux « Objectifs pour 2030 en matière de climat et d'énergie », le projet de l'Union de l'énergie repose sur cinq axes interdépendants : renforcement de la sécurité énergétique, création d'un marché intérieur de l'énergie, augmentation de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre et stimulation de la recherche et de l'innovation en matière d'énergies. La SK PRES s'est donné pour objectif de faire avancer les négociations concernant toutes les propositions nécessaires pour la création d'une véritable Union de l'énergie et d'en achever celles qui traitent les propositions sélectionnées. Lors des négociations, nous encouragerons la synergie afin d'assurer une approche équilibrée vis-à-vis des objectifs de la politique énergétique de l'UE : sécurité énergétique, compétitivité et durabilité.

Le projet de l'Union de l'énergie vise à intégrer les marchés énergétiques des Etats membres dans une union commune et donc à réduire considérablement la dépendance énergétique de l'Europe. La diversification des sources et des voies d'approvisionnement joue un rôle fondamental dans l'augmentation de la résistance des Etats face aux fluctuations extérieures. Pour cela, continuer d'œuvrer pour la mise sur pied d'une Union de l'énergie, en mettant l'accent sur **le renforcement de la sécurité énergétique**, comptera parmi les grandes priorités de la présidence slovaque. La SK PRES œuvrera pour le renforcement de la coopération régionale et de la solidarité entre les Etats, vu que cette dernière s'est montrée primordiale pour augmenter la résistance de l'EU face à la crise. Elle soutiendra la réalisation des projets d'infrastructure, qui sont en accord avec la législation de l'UE et les principes de l'Union de l'énergie et dont la mise en œuvre ne menacera pas la sécurité énergétique des États membres.

Les coûts et les prix de l'énergie ont un impact majeur sur la compétitivité de l'industrie de l'UE ainsi que sur le confort de vie de ses citoyens. En vue d'augmenter **l'efficacité énergétique**, une « approche coût-efficacité » sera mise en place pour établir les mesures dans certains domaines de la politique énergétique, ainsi que pour achever la création d'un marché intérieur de l'énergie. Les thèmes traités sont étroitement liés aux nouvelles technologies et donc aux nouvelles opportunités pour les entrepreneurs. Enfin, les principes de souveraineté des Etats membres seront appliqués pour définir le « bouquet énergétique » et la « neutralité technologique ».

Pour parvenir à un développement durable, il est essentiel de garantir l'exploitation optimale des ressources et la protection de la biodiversité. La présidence slovaque accordera l'attention nécessaire à la cohérence des politiques de développement, en particulier dans le domaine de l'énergie et du changement climatique. La transition vers **une économie circulaire**, dont fait partie la réutilisation efficace (le recyclage) des eaux, figurera au centre des préoccupations.

Outre la création d'une Union de l'énergie, les actions à l'issue de la 21e Conférence des parties sur le climat à Paris (COP21) revêtent une grande importance. Parmi les objectifs comptera l'application d'un nouvel accord climatique global, résultat de la COP21, qui renforcera le rôle de l'UE en tant qu'acteur de premier plan dans **la lutte contre le changement climatique**. La SK PRES s'efforcera d'exercer les accords visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et elle s'engagera d'effectuer une transition progressive vers les nouvelles technologies, qui contribueront, entre autres, à l'amélioration de la compétitivité et du développement de l'économie efficace en ressources. Une attention sera accordée à l'exploitation sûre de l'énergie nucléaire et sa contribution à la réalisation des objectifs de *l'Agenda 2030 pour le développement durable*. Au premier rang des priorités figureront

l'implémentation des *Objectifs pour 2030 en matière de climat et d'énergie*, notamment la réforme du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), et la préparation de la législation dans les secteurs hors SCEQE (agriculture, construction et décarbonisation des transports).

4. Une Union de la liberté, de la sécurité et de la justice

La gestion des flux migratoires et la coopération en matière de sécurité revêtent une importance particulière pour assurer la liberté, la sécurité et la justice au sein de l'UE. La crise migratoire actuelle est considérée comme le plus grand défi de l'UE. « L'Agenda européen en matière de migration » de mai 2015 représente le cadre fondamental quant aux mesures au niveau de l'UE. La SK PRES va viser en priorité une gestion plus efficace de tous les aspects de la migration, y compris la migration irrégulière (illégale), l'asile et la protection des frontières. Suite aux attentats de Paris en janvier et en novembre 2015, l'attention de l'UE se tourne vers la coopération et la mise en œuvre des mesures, principalement dans la lutte contre le terrorisme, au sein et en dehors de l'UE. La cybercriminalité et le crime organisé, dont l'ampleur et la nature changent avec le temps, représentent des menaces de plus en plus réelles pour tous les citoyens européens. L'UE et ses États membres sont confrontés à ces défis de sécurité dont la solution efficace exige une réponse commune et coordonnée.

La SK PRES favorisera **une approche globale face à la crise migratoire, comprenant les aspects internes**, énoncés dans cette partie du présent document, **et les aspects externes,** présentés dans la partie n°5 *L'Union, un acteur mondial de premier plan*, qui traite les relations extérieures de l'UE. Cette même approche a été appliquée pour définir les priorités du *Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement* et du *Programme de 18 mois du Conseil* (1 janvier 2016 – 30 juin 2017).

S'agissant des aspects internes de la crise migratoire, la présidence slovaque mettra au cœur de son agenda la protection des frontières extérieures de l'UE et la sécurité dans l'espace Schengen. **Les problèmes liés aux flux migratoires actuels** restent un sujet prioritaire. Le trio Pays-Bas, Slovaquie et Malte s'emploiera à établir une meilleure articulation entre la migration, la sécurité et la politique extérieure. La CE a également annoncé un réexamen approfondi des éléments fondamentaux de la gestion de la migration, y compris la révision globale du *système de Dublin*, le renforcement substantiel du *Bureau européen d'appui en matière d'asile* (EASO) et la transformation de *l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'UE* (FRONTEX) en *Corps européen de garde-frontières et garde-côtes.*

A l'heure actuelle, où les menaces pour les citoyens européens se caractérisent par une plus grande diversité et une nature transfrontalière, les États membres continuent d'être prioritairement responsables de la sécurité intérieure de l'UE. Le ***Programme européen en matière de sécurité*** d'avril 2015 établit un cadre de coopération en matière de **sécurité** et d'action commune, ayant pour objectif principal la mise en œuvre de la stratégie de sécurité intérieure renouvelée de l'UE. La sécurité mondiale et la sécurité intérieure de l'UE sont interdépendantes et interconnectées. Cette dernière dépend fortement de la coopération avec les partenaires internationaux et les pays voisins. La criminalité et le terrorisme ne se limitent ni aux frontières de l'UE ni aux régions voisines.

Concernant **la lutte contre le terrorisme,** la SK PRES s'appuiera sur les conclusions du Conseil des affaires étrangères de février et décembre 2015, qui constituent un cadre de l'engagement de l'UE dans la matière. Compte tenu des priorités géographiques et thématiques, un accent particulier sera accordé à la mise en place des actions spécifiques dans la lutte contre le financement du terrorisme et dans la problématique des combattants étrangers. La poursuite et l'intensification du dialogue politique avec les pays partenaires fait partie intégrante du processus.

Concernant l'espace de **justice**, l'accent sera mis sur la consolidation, l'efficacité en pratique des instruments existants et l'amélioration de la qualité de la législation, prenant en compte les besoins des citoyens, des autorités et des praticiens du droit. La présidence slovaque s'attachera à faire avancer le travail sur les droits procéduraux dans les procédures pénales et à poursuivre la lutte menée contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, notamment en faisant progresser les travaux sur le Parquet européen. La SK PRES prévoit de donner un coup d'accélérateur aux solutions de justice en ligne. La protection des droits de l'homme constituera un objectif général et la présidence slovaque s'efforcera de faire progresser les travaux sur l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme.

5. L'Union, un acteur mondial de premier plan

L'UE fait partie d'un environnement mondial qui se transforme en raison d'une grande instabilité et imprévisibilité. Il est nécessaire que l'UE s'engage encore plus activement à renforcer sa position dans cette ère de la mondialisation, des changements importants de l'environnement stratégique et de l'instabilité croissante. A cet égard, la présidence slovaque apportera son soutien et travaillera en coopération avec La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

La stabilisation du voisinage le plus proche constitue un objectif principal de l'UE. La présidence slovaque apportera son soutien à la mise en œuvre de **la Politique européenne de voisinage**, de sa version révisée comportant les nouvelles priorités et contribuera à l'exploitation plus flexible des instruments financiers et au renforcement d'un partenariat différencié, qui reflète les besoins réels des parties prenantes.

La politique d'élargissement reste l'instrument de transformation le plus efficace quant aux pays voisins de l'UE. La politique d'élargissement cohérente, crédible, reposant sur une motivation positive et soutenue par une aide financière ciblée, figurera parmi les priorités stratégiques puisqu'elle dispose d'un potentiel pour augmenter la stabilité, la sécurité, la démocratie et la prospérité économique des pays en voie d'adhésion. La SK PRES s'attachera à maintenir le dynamisme et la crédibilité du processus d'élargissement, en mettant un accent particulier sur le processus d'adhésion des pays candidats et des pays candidats potentiels ainsi que sur le rapprochement des pays des Balkans occidentaux avec l'Union.

Toute attention voulue sera accordée au développement du **Partenariat oriental** et des relations de l'UE avec les Etats partenaires. Dans le cadre de la différenciation entre les Etats partenaires, la présidence slovaque soutiendra les processus de démocratisation et la réalisation des réformes, y compris dans le domaine de la sécurité. Afin de développer davantage les relations avec les pays ayant signé un accord d'association et/ou l'accord de libre-échange complet et approfondi, la SK PRES s'emploiera à la mise en place des réformes destinées à amélioration de l'environnement des entreprises et d'investissements dans les pays

concernés et à contribuer ainsi à l'intégration économique de ces pays. La SK PRES soutiendra pleinement la mise en œuvre des réformes en Ukraine, notamment celles destinées à la lutte contre la corruption et à l'amélioration de l'application de la loi, ainsi que la réforme judiciaire et la réforme des finances publiques.

Quant au **Voisinage méridional**, la SK PRES apportera son soutien pour mettre fin aux vieux conflits et crises, en s'appuyant sur une approche globale qui combine la diplomatie, le commerce, l'énergie, le développement, la migration, les droits de l'homme et la sécurité.

L'immigration clandestine en Europe, au départ des régions instables, ravagées par la guerre et des Etats défaillants, confirme la nécessité d'une approche globale dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. Dans le domaine des relations extérieures, la SK PRES œuvrera pour éliminer les causes de la migration clandestine et s'efforcera à aider les pays d'origine et de transit des migrants, y compris les pays des Balkans occidentaux.

En prenant en compte la complexité de la crise migratoire, il est essentiel d'approfondir la coopération avec les organisations internationales compétentes. Dans ce contexte, nous soutenons **une coopération plus étroite avec l'OTAN** dans la protection des frontières extérieures de l'espace Schengen.

La présidence slovaque œuvrera pour l'implémentation de la ***Stratégie globale de l'UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité***, adoptée en juin 2016.

La SK PRES mettra au cœur de son programme la mise en œuvre de **l'Agenda 2030 pour le développement durable**. L'UE, ayant mené des négociations concernant l'Agenda 2030, continuera donc à piloter sa mise en œuvre, son financement étant l'un des principaux défis.

La présidence slovaque soutiendra les réflexions politiques qui porteront sur la nature de la coopération entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique après l'expiration de l'accord de Cotonou, en 2020.